



Sciences

Recherche. Un avis de la Commission souligne la nécessité d'investir.

Bruxelles, allié des chercheurs

Par Sylvestre HUET
mardi 20 janvier 2004

«L'Europe doit élever son investissement dans la recherche fondamentale.» Propos de chercheur en colère? Non, avis en provenance directe de Bruxelles, émis le 15 janvier, dans un communiqué de la Commission européenne. Les scientifiques français vitupèrent souvent contre les paperasses accompagnant ses subsides. Les voici heureux de son dernier texte. Lequel a été transmis aux journalistes avec la mention «*utile dans le débat sur le financement de la recherche en France*».

Philippe Busquin, le commissaire en charge de la Recherche, a présenté ainsi cette initiative : «*Plutôt que de nous demander quel est l'avenir de la recherche fondamentale en Europe, nous devrions nous demander quel serait l'avenir de l'Europe sans la recherche fondamentale.*» Une interrogation paradoxale. Puisque la même communication fait plutôt état d'une bonne position européenne dans l'arène scientifique internationale. Après avoir rattrapé les Etats-Unis en 1997, l'Europe est en tête du total mondial des publications scientifiques, avec 41,3 % comparé à 31,4 % pour les Etats-Unis. Mais l'impact (le nombre de citations) reste inférieur aux articles américains. Et, surtout, l'évolution récente des financements et du nombre de chercheurs diverge de part et d'autre de l'Atlantique. Alors que les Etats-Unis accélèrent leur soutien public à la recherche de base, l'Europe ralentit son effort.

D'où les propositions de la Commission. D'abord créer un Conseil européen de la recherche qui attribuerait des fonds importants, destiné surtout à la recherche fondamentale. Ensuite accentuer le financement par l'UE d'infrastructures lourdes de recherche et l'accès à ces équipements de pointe par les chercheurs de l'Union sur la base de leurs projets.

La Royal Society britannique a réagi à ce texte en soulignant que l'idée est bonne... à condition qu'elle ne serve pas de prétexte à une diminution des financements nationaux. Et souligne que l'origine principale du différentiel avec les Etats-Unis réside dans la faiblesse de la recherche du secteur privé. Il serait judicieux d'ajouter que l'Etat fédéral américain soutient ladite recherche privée bien plus que l'UE.

(Lire aussi en dernière page le portrait d'Alain Trautmann)

© Libération